



Un Conseil d'entreprise n'est pas un café-rencontre

Chers collègues,

L'année dernière, des élections sociales se sont tenues à Brussels Airport Company. Vous aviez alors désigné les représentants des travailleurs qui siègeraient dans les différents organes de concertation (CE, CPPT) face à l'employeur. Nul besoin de vous répéter que l'année 2016 fut difficile pour tout le monde, à de nombreux égards. Toutefois, nous rédigeons cette communication pour exprimer notre déception quant à la façon dont BAC, en tant qu'employeur, considère la concertation sociale. C'est la troisième fois, en quelques mois seulement, que BAC a souhaité organiser un conseil d'entreprise extraordinaire *in extremis*, le 10 mars. La **CGSP** ne souhaite plus prendre part à ce cirque et a décidé de ne pas s'y rendre. Le CE ne pouvait donc pas avoir lieu. Un Conseil d'entreprise est prévu chaque mois, les documents nécessaires doivent être mis préalablement à notre disposition de sorte que nous puissions nous rendre à la réunion en étant préparés.

BAC a fait plusieurs tentatives afin d'éviter de mener régulièrement une concertation sociale, ce qui empêche les organisations syndicales de remplir leur rôle. La **CGSP** ne compte pas laisser la concertation sociale se transformer un « café-rencontre ». BAC a remis aux calendes grecques les divers points qui avaient été soulevés par les organisations syndicales, comme le 2^e pilier de pension pour les statutaires, les modifications de la CCT politique salariale conforme au marché, l'évaluation et la classification de fonctions.

La **CGSP** dénonce dès lors cette manière de traiter les partenaires sociaux/ représentants des travailleurs, qui est tout simplement indécente et profondément irrespectueuse compte tenu de tous les efforts qu'ont fait l'ensemble des travailleurs afin d'accélérer la reprise des activités après le 22 mars.

La **CGSP** compte, par opposition à ces méthodes dignes de Donald Trump, s'en tenir aux procédures prévues et fera une déclaration à l'attention de la direction. S'il n'est pas possible de rétablir le dialogue social, nous vous en informerons et nous prendrons des mesures.